



HAL
open science

Les territoires de l'Amérique latine et les dynamiques de l'extractivisme

Sébastien Velut

► **To cite this version:**

Sébastien Velut. Les territoires de l'Amérique latine et les dynamiques de l'extractivisme. L'Information géographique, 2021, Vol. 85 (4), pp.10-19. 10.3917/lig.854.0010 . halshs-03591492

HAL Id: halshs-03591492

<https://shs.hal.science/halshs-03591492v1>

Submitted on 28 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les territoires de l'Amérique latine et les dynamiques de l'extractivisme Latin American territories and the dynamics of extractivism

Sébastien Velut

Sorbonne Nouvelle – Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine.

CREDA UMR 7227 : Centre de Recherche et de Documentation des Amériques.

Sebastien.velut@sorbonne-nouvelle.fr

Résumé :

Cet article présente les contributions du dossier consacré à l'Amérique latine en replaçant les contributions dans le contexte plus large de l'Amérique latine au XXI^e siècle. Il propose d'interpréter cette réalité à partir de trois contradictions liées au modèle de développement, aux conflits politiques et à l'insertion internationale du sous-continent. Sont ensuite présentés les conséquences de la présence chinoise sur les territoires ainsi que les débats sur l'extractivisme.

Mots clés : Extractivisme, environnement, Chine, Amérique latine.

Summary

This paper presents the articles of the special issue on Latin America and places the papers in the broader context of Latin America in the 21st Century. It suggests to interpret Latin American reality from three contradictions connected to the development model, the political conflicts and the international insertion of the Region. It follows with a discussion about the consequences of Chinese presence on territories and the debates regarding extractivism.

Key word : Extractivism, environment, China, Latin America.

Resumen

Este artículo presenta los trabajos publicados en el número dedicado a América Latina colocando los mismos en el contexto más amplio de América Latina en el siglo 21. Sugiere interpretar América Latina a partir de tres contradicciones vinculadas al modelo de desarrollo, a los conflictos políticos y a la inserción internacional de la Región. Sigue una discusión sobre las consecuencias de la presencia China sobre los territorios y los debates sobre extractivismo.

Palabras Claves : Extractivismo, Medio Ambiente, China, América Latina.

La géographie de l'Amérique latine a été abordée dans plusieurs ouvrages de synthèse en langue française. Si l'on s'en tient à ceux qui proposent une vision d'ensemble du sous-continent, on pourra citer notamment les volumes de la géographie universelle d'Elisée Reclus (Reclus, 1894), parus dans les années 1890, les deux tomes de la géographie universelle dirigée par Paul Vidal de La Blache et Lucien Gallois qui abordent l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale sous les plumes respectives de Pierre Denis (Denis, 1927) et de Max Sorre (Sorre, 1928) et, plus récemment l'ouvrage de Pierre Gourou (Gourou, 1976) puis, en 1991, la géographie universelle dirigée par Roger Brunet et coordonnée pour l'Amérique latine par Claude Bataillon, Jean-Paul Deler et Hervé Théry (Bataillon, Deler et Théry, 1994). En 2005, l'Amérique latine étant aux programmes des concours plusieurs manuels lui ont été consacrés, notamment par Françoise Dureau, Vincent Gouëset et Evelyne Mesclier (Dureau, Gouëset et Mesclier, 2006) ainsi que le volume coordonné par Sébastien Velut (Velut, 2005).

Ces ouvrages restent pertinents pour comprendre l'Amérique latine d'aujourd'hui et les plus anciens ne sont pas nécessairement les moins intéressants pour comprendre les évolutions des territoires dans la durée. Ils permettent de bien appréhender les structures majeures du continent et des territoires nationaux, les milieux, les dynamiques du peuplement, les inégalités. Logiquement, chacun d'eux est tributaire des paradigmes de la discipline au moment de sa rédaction et de l'actualité de l'Amérique latine. Par exemple, pour Pierre Gourou, l'Amérique latine est l'occasion de poursuivre une réflexion sur les terres tropicales et leur mise en valeur, dans un cadre comparatif avec ses terrains asiatiques de prédilection, et au moment où tous les pays s'efforcent de moderniser industrie et agriculture. Dans la géographie universelle du GIP Reclus, ce sont les structures des espaces qui sont étudiées, avec une attention particulière portée aux espaces nationaux, comme cadres de référence, aux espaces urbains et ruraux, aux fronts pionniers. Au début du XXI^e siècle, l'attention s'était davantage portée sur les questions de la diversité des populations, les intégrations régionales et le développement durable. Ainsi, l'Amérique latine a servi tout autant de terrain où éprouver questions et méthodes de la géographie, que de lieu à partir duquel certaines questions ont été introduites dans la réflexion disciplinaire. Quels sont, en 2021, les termes de cet échange ?

Le dossier ici rassemblé ne vise pas à répondre à cette question dans son ensemble, mais à l'aborder à partir d'une évolution des questionnements sur l'Amérique latine au terme de la deuxième décennie de ce siècle en offrant un espace à des auteur.e.s d'une nouvelle génération de latino-américanistes, ayant soutenu un doctorat après 2000, voire après 2010. Ils ambitionnent de donner un éclairage de l'Amérique latine, en rendant compte des dynamiques territoriales et des débats du XXI^e siècle en s'inscrivant dans une ligne de recherche particulièrement active au XXI^e siècle, autour des problématiques de l'environnement et particulièrement des approches de l'écologie politique qui a trouvé en Amérique latine un terrain particulièrement fertile. Les auteurs s'inscrivant dans ce courant y ont trouvé un appareillage intellectuel leur permettant de poser explicitement les liens entre environnement et inégalités, renouvelant ainsi nombre de courants critiques préalables tout en s'inscrivant dans les dynamiques mondialisées des sciences sociales.

Trois des textes réunis proposent des entrées thématiques et deux des approches régionalisées, focalisées à dessein sur des espaces moins présents dans la bibliographie disponible en français (Amérique Centrale et Colombie). Ils permettent de mieux comprendre les dynamiques actuelles des territoires, en lien étroit avec les évolutions politiques et sociales de l'Amérique latine dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, une période marquée par plusieurs contradictions que la pandémie

mondiale a brutalement révélées¹, et dont chaque article de ce numéro propose une lecture à partir d'une entrée spécifique.

Trois contradictions pour l'Amérique latine au XXIe siècle

Prétendre résumer les grandes tendances de l'Amérique latine en 2021 à partir de trois contradictions est évidemment réducteur, mais c'est à partir de ce type de stylisation des faits que peut commencer à s'organiser la compréhension et le débat. Chacune de ces contradictions peut se lire à différentes échelles territoriales.

Une première contradiction se situe entre le fait que la région opte, *volens nolens*, pour un modèle de développement reposant sur l'exploitation des matières premières et que se renforcent par ailleurs les mécanismes de protection des peuples et de leur environnement. La reprimarisation des économies est généralement désignée sous le terme d'*extractivisme* et fait reposer la croissance économique et le financement de l'Etat sur l'exploitation des matières premières de toutes natures et leur exportation sous une forme faiblement transformée.

Par ailleurs tous les Etats assument des engagements internationaux relatifs au développement durable et à la protection de l'environnement mondial, en ratifiant les grandes conventions internationales tels l'accord Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique ou la Convention sur la Diversité Biologique à la suite du sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992. Ces engagements donnent lieu à des initiatives de protection de la biodiversité, comme le montre Pierre Gautreau. La ratification de la convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux aboutit à mieux reconnaître la diversité des populations et les droits des populations amérindiennes (Bellier, 2013).

Enfin le fonctionnement des institutions démocratiques après la fin des dictatures – suivant des modalités et des chronologies différentes - ouvre des espaces d'expression et de participation aux citoyens. Ils permettent l'expression de demandes sociales pour davantage d'inclusion sociale dans des pays marqués par de très fortes inégalités, tout en questionnant les institutions politiques elles-mêmes. Comme le démontre Chloé Nicolas-Artero, ces analyses politiques, portées notamment par une lecture fine des conditions d'exploitation des territoires, amènent à des revendications politiques radicales pour les droits des populations dominées, qui dépassent le cadre de la démocratie formelle. Cette première contradiction peut donc se lire dans l'opposition dynamiques entre espaces d'exploitation et espaces protégés ou en réserve – ce qui ramène notamment aux approches des fronts pionniers (Arnauld de Sartre, 2006)– mais elle s'enrichit par la multiplication des espaces et des thèmes de contestation et de résistance.

Une deuxième contradiction se lit précisément dans l'évolution politique du continent avec l'opposition entre des gouvernements qualifiés de progressistes et gouvernements conservateurs. Les premiers colorient de rose les changements politiques du début du siècle. Ils ont pour figures emblématiques le président brésilien Inacio da Silva dit Lula, qui effectue deux mandats entre 2003 et 2011, et le vénézuélien Hugo Chavez, président de 2002 à son décès en 2013. Les seconds vont de gouvernements qualifiés de centre-droit, tels ceux de Mauricio Macri (2015-2019) en Argentine ou de Sebastian Piñera au Chili (2010-2014 et 2017-2022) et de droite extrême avec Jair Bolsonaro, président du Brésil depuis 2019. Depuis le milieu des années 2010, les gouvernements progressistes ont perdu

¹ Voir à ce sujet les articles parus dans le blog Covidam, <https://covidam.institutdesameriques.fr/>.

du terrain dans un contexte de dégradation des conditions macro-économiques et de ralentissement de la croissance.

Ces alternances politiques témoignent de projets politiques et sociaux difficilement conciliables : si les régimes progressistes ont légitimé des politiques actives de réduction des inégalités, leurs successeurs ont privilégié la recherche de la croissance économique. Aux mesures redistribution vers les populations et les territoires défavorisés succèdent l'exploitation à tout crin de territoires vulnérables, qu'ils soient miniers (article de V. Bos, M. Forget et S. Carrizo) ou agricoles (article de L. Medina et T. Rodriguez) la concentration des richesses dans les métropoles et la réalisation de bénéfices par les multinationales spécialisées dans l'exploitation minière, agricole et forestière.

Le ralentissement économique pointe une fragilité permanente de l'Amérique latine, liée à la contradiction entre insertion internationale et intégration continentale. Le choix de l'extractivisme comme fondement de la croissance économique accentue la dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis des marchés internationaux et notamment de la Chine, une situation qui rend l'économie du sous-continent particulièrement sensible aux fluctuations des prix des matières premières. D'un autre côté, il existe depuis les indépendances un courant de pensée et d'action politique promouvant l'intégration régionale sous diverses formes, allant des forums politiques (la CELAC, communauté des états latino-américains et caribéens) aux accords économiques tels que le Mercosur (Marché Commun du Sud), en passant par différents projets thématiques dont les grands programmes de construction d'infrastructure (Initiative pour l'intégration régionale sud-américaine ou IIRSA) (Velut, 2009).

Après deux décennies favorables à l'avancée des intégrations, depuis la création du Mercosur en 1991, les institutions entrent en crise et chaque pays cherche à s'insérer dans les flux du commerce global et à constituer ses propres réseaux d'alliances. La pandémie a révélé la faiblesse des processus d'intégration : les frontières ont été fermées, les institutions supra-nationales impuissantes alors que chaque Etat cherchait auprès d'alliés extérieurs, dont la Chine et la Russie, des solutions à la crise sanitaire. Inversement, même si la reprise économique est tirée par la demande mondiale, la reprise des échanges internes rend nécessaire une prise en compte collective d'enjeux continentaux, tels que l'environnement et les migrations. Cette contradiction entre intégration et mondialisation peut s'illustrer spatialement avec d'une part des dispositifs d'enclaves exportatrices, appuyées sur des infrastructures portuaires modernisées, comme le port de Mejillones donné en exemple par Vincent Bos, Marie Forget et Silvina Carrizo et plus généralement les dispositifs d'exploitation minière et agricole, et de l'autre les réseaux politiques et techniques d'intégration nationale et supra-nationale (Carrizo et Velut, 2020).

- Les territoires face à la montée en puissance de la Chine

A partir du début du XXI^e siècle, en un peu moins de deux décennies, la Chine s'impose comme le partenaire commercial privilégié pour l'Amérique latine, alors que les Etats-Unis focalisent leur attention sur la sécurité nationale et la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001, et que l'Union Européenne peine à faire avancer ses propres propositions de traité commercial avec le Mercosur puis avec la CELAC. Même si ces questions globales ne sont pas ici au centre de l'attention, elles sont essentielles car elles affectent directement les territoires du continent.

La présence et l'influence chinoises sont inégales et multifformes. Dans le Cône Sud et dans les Andes, l'importance de l'économie agricole et minière fait de la Chine un partenaire commercial privilégié, absorbant la plus grande partie de la gigantesque récolte de soja du Brésil et de l'Argentine, le cuivre

et le lithium du Chili, l'or du Pérou, et ayant des visées sur le pétrole de l'Équateur et du Venezuela. Dans ce pays, qui traverse une crise particulièrement critique, le régime politique de Nicolas Maduro a été longtemps soutenu par des capitaux chinois gagés sur l'exploitation du pétrole. Certains des pays ont signé des accords de coopération s'inscrivant dans l'initiative mondiale de la Chine, dite *One Belt, one Road*, lancée par le président Xi Jinping en 2013. Les investisseurs chinois sont présents dans de nombreux secteurs, notamment les matières premières et l'énergie qui viennent concurrencer les entreprises originaires des États-Unis, historiquement présentes en Amérique latine. Trois pays restent encore fortement liés à ce partenaire traditionnel : le Mexique qui signe en 2018 avec les États-Unis et le Canada un accord commercial venant remplacer l'accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA ou NAFTA) de 1994 ; la Colombie qui reste un allié privilégié des États-Unis et a reçu dès l'élection de Joe Biden une première visite officielle du secrétaire d'État, Antony Blinken, tout comme le Costa Rica. C'est une nouvelle forme de la mondialisation qui se met en place, moins régulée que celle du début du XXI^e siècle (Lombard, Mesclier et Velut, 2006).

Les investissements et la demande chinoises sont de puissants moteurs d'exploitation des territoires dans le cadre d'accords exclusivement commerciaux. Ces dynamiques amènent toujours plus loin les fronts d'exploitation agricoles et miniers comme l'illustrent dans ce numéro Vincent Bos, Silvina Carrizo et Marie Forget. Les activités minières, largement présentes depuis l'époque pré-hispanique atteignent de nouveaux territoires et transforment les paysages avec une effrayante efficacité, utilisant sans mesure les ressources en eau, déplaçant littéralement les montagnes et les populations. Les recherches récentes font largement état des innombrables conflits socio-environnementaux qui jalonnent le continent et que listent plusieurs organisations et projets de recherche².

Face à la force de ces dynamiques, les tentatives de protection des milieux et des populations semblent fragiles, comme le montre Pierre Gautreau. Au début du siècle, la plupart des États se sont pourtant lancés dans des politiques d'extension des aires protégées, au nom du rapprochement entre protection de l'environnement et préservation de la biodiversité (Ramousse, 2007), quitte à abandonner aux industries des « zones de sacrifice ». Toutefois, ces politiques sont remises en cause pour laisser libre champ aux nouvelles initiatives d'exploitation, alors même que l'accent mis sur la lutte contre le changement climatique comme principal enjeu pour l'environnement mondial justifie de nouveaux projets d'exploitation des ressources telles que l'énergie solaire.

L'invocation du développement durable, qui avait dynamisé l'extension des aires protégées, justifie aujourd'hui des interventions majeures dans les espaces délaissés par l'agriculture et par la mine et de ce fait préservés, qui deviennent des terrains privilégiés pour les énergies dites renouvelables : grands parcs éoliens de l'isthme de Tehuantepec au Mexique, de la Guajira en Colombie, du Nord-Est Brésilien, de la Patagonie argentine ainsi que les centrales solaires de l'altiplano chilien. Dans ces initiatives, qui mobilisent des réseaux complexes d'acteurs, on peut à nouveau lire la présence de la Chine, non seulement parce qu'elle est le principal fournisseur de technologies et de matériels³, qu'elle est bien plus avancée que l'Europe et les États-Unis pour la mobilité électrique, mais aussi parce que les entreprises chinoises prennent une importance croissante dans le secteur électrique latino-américain en finançant des infrastructures et rachetant des actifs. La Chine n'a pas inventé l'extractivisme en Amérique latine, dont les racines sont anciennes, mais son influence et ses investissements contribuent à le renouveler.

² Voir notamment l'initiative RAISG : Red amazônica de Informação Socio Ambiental , réseau amazonien d'information socio-environnementale : <https://www.amazoniasocioambiental.org/en/> ainsi que l'Atlas des Conflits pour la justice environnementale : <https://ejatlas.org/?translate=fr>.

³ D'après l'agence Bloomberg, la Chine fournirait entre 60 et 80% des panneaux solaires dans le Monde.

L'extractivisme en question

L'extractivisme, qualifiée par la sociologue Maristella Svampa de consensus des commodités (Svampa, 2013), vient remplacer le consensus de Washington dont les préconisations libérales avait marqué la dernière décennie du XXe siècle. L'extractivisme peut être compris de différentes façons et le terme, à force d'être employé, court le risque d'une dévaluation heuristique. Il s'agit en première approche d'un modèle reposant sur l'extraction des matières premières de toutes natures (minérales, énergétiques, alimentaires, d'origine minière ou agricole) qui tend à occuper des territoires marginaux, ceux où se trouvent les ressources minières ou, plus précisément, où ces nouvelles ressources sont produites par le jeu des marchés, des technologies et des normes. C'est par exemple le cas du lithium andin (Sérandour, 2020), des nouveaux espaces de production énergétique (Forget, Marie et Carrizo, 2020 ; Velut, 2021) mais également des grands espaces agricoles et, de plus en plus, maritimes (Bouvet et Carut, 2019). Au début du siècle, dans la logique des gouvernements progressistes dits de la vague rose, l'extractivisme a permis la redistribution et la réduction de la pauvreté. Les redevances douanières et les royalties perçues ont accru les moyens d'action de l'Etat. Des programmes comme *Bolsa Familia* au Brésil en sont l'exemple. Un consensus pouvait se dessiner entre l'Etat, les grandes entreprises et les populations, principalement urbaines, bénéficiaires de la redistribution.

Toutefois, comme le montre Alice Beuf à propos de la Colombie, la redistribution n'est pas toujours au rendez-vous. Après les accords de la Havane en 2016, qui mettent fin au conflit entre l'Etat colombien et la guérilla des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), la population colombienne attend une amélioration de ses conditions de vie, qui ne vient pas. A l'heure actuelle, on se rend compte que les accords n'ont pas conduit à la pacification espérée, mais que de nouveaux fronts de contestations émergent, particulièrement dans les villes. Dans le reste du continent, l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs a conduit à limiter les politiques redistributives, et nourri en retour de puissantes revendications sociales, comme celles qui se sont exprimées en 2019 dans les grandes manifestations au Chili et qui débouchent en 2021 sur la rédaction d'une nouvelle Constitution.

Les recherches menées sur les espaces d'exploitation et dont rendent compte Lucile Médina et Tania Rodriguez pour l'Amérique centrale, ainsi que Chloé Nicolas-Artero à partir d'une présentation des concepts mobilisés pour les analyser, conduisent à explorer précisément les rouages territoriaux de l'extractivisme. Le premier de ces articles souligne les modalités de l'extractivisme agricole dans un territoire, le Costa Rica, pourtant considéré comme un modèle de conservation des milieux. Chloé Nicolas Artero de son côté met en évidence les formes de dépossession dont sont victimes les populations locales, analysées principalement à partir de la lecture de David Harvey par les chercheurs latino-américains. Ces approches mobilisent une terminologie aujourd'hui largement diffusée autour des notions de dépossession, pour des populations locales qui perdent leur accès à la terre et aux ressources et acceptent dans le meilleur des cas des compensations financières qui déstructurent les groupes (Boullosa-Joly, 2016). Elles mettent en évidence la multiplicité des stratégies déployées et notamment le recours stratégique au droit (Nicolas-Artero, 2020). Les débats se nourrissent du grand développement de l'écologie politique, qui amènent les chercheurs latino-américains à penser l'extractivisme à partir des espaces locaux pour montrer les multiples mécanismes permettant l'appropriation des ressources à commencer par les ressources en eau, qui affectent les communautés locales dans leurs modes de vie. Les groupes les plus vulnérables, dont les femmes sont particulièrement touchés, ce qui entraîne une reformulation de revendications territoriales et identitaires à partir notamment de l'éco-féminisme (Grieco, 2016).

L'ensemble des contributions ne donnent pas, à l'évidence, un panorama exhaustif des territoires de l'Amérique latine. On remarquera notamment que les espaces urbains, qui concentrent pourtant 80% de la population y sont très peu représentés, comme si les géographes de l'Amérique latine avaient tourné depuis une dizaine d'année leur attention vers d'autres sujets et d'autres territoires particulièrement disputés et emblématiques. Bien évidemment, les recherches urbaines restent importantes en Amérique latine et le fait de focaliser l'attention sur d'autres territoires relève d'un choix assumé, car c'est notamment à partir des espaces marginaux que s'est élaborée une réflexion qui nourrit en retour la recherche sur la ville en reprenant pour l'urbain les catégories de l'écologie politique employées pour interroger l'extractivisme (Melé, Merlinsky et Scharager, 2020). Ces travaux montrent également que les échelles privilégiées sont plus locales que nationales, même si des dynamiques transnationales sont souvent mises en évidence. Enfin, ils témoignent aussi du fait que la géographie française dialogue en Amérique latines avec des courants et des approches bien implantées dans le monde anglo-saxons. En ce sens, ces travaux illustrent, comme les ouvrages de synthèse cités en introduction, l'intérêt de ces terrains pour la discipline.

Ces contributions donnent à voir et comprendre géographie extrêmement mouvante, instable, dans laquelle les territoires sont âprement disputés, les mécanismes de protection imaginés au début du siècle remis en question, les institutions défiées par les tendances autoritaires comme par les revendications radicales, les coopérations régionales remises en cause. Par rapport à des recherches qui ont eu tendance à explorer des espaces locaux, il paraît donc plus que jamais nécessaire de repenser les connexions entre les différents types d'espaces.

Bibliographie citée

Arnauld de Sartre X. 2006 *Fronts pionniers d'Amazonie: les dynamiques paysannes au Brésil*, Paris, CNRS, 223 p.

Bataillon C., Deler J.-P., Théry H. 1994 *Amérique latine*, Paris, Montpellier, Belin Reclus.

Bellier I. 2013 *Terres, territoires, ressources: politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*, Paris, l'Harmattan.

Boullosa-Joly M., 2016, « La Pachamama dans tous ses États : les leaders indiens réduits au silence par les entreprises minières dans le Nord-Ouest argentin », *Cahiers des Amériques latines*, 82, p. 71-94.

Bouvet Y., Carut C., 2019, « Ressources marines, pêche et développement en Argentine : d'une activité de rente au développement des territoires », *Norois*, 250, p. 65-79.

Carrizo S., Velut S., 2020, « Régionalisations énergétiques sud-américaines »,.

Denis P. 1927 *Amérique du Sud*, Armand Colin, 479 p.

Dureau F., Gouëset V., Mesclier É. 2006 *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, 374 p.

Forget, Marie, Carrizo S., 2020, « Argentina, énergias gasífera y renovables: Una transición híbrida para la eficiencia y la inclusión », *Caravelle*, 115, p. 75-90.

Gourou P. 1976 *L'Amérique tropicale et australe*, Paris, Hachette, 432 p.

Grieco K., 2016, « Le « genre » du développement minier : maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation », *Cahiers des Amériques latines*, 82, p. 95-111.

Lombard, J., Mesclier, E., Velut, S. (dirs.) 2006 *La mondialisation côté Sud: acteurs et territoires*, Paris, IRD, Institut de recherche pour le développement, 496 p.

Melé P., Merlinsky G., Scharager A., 2020, « Les territoires du droit de l'environnement : effets de la judiciarisation dans le bassin Matanza-Riachuelo (Buenos Aires) », *Annales de géographie*, N°733-734, 3, p. 87.

Nicolas-Artero C., 2020, « Les tactiques géolégales des organisations d'usagers locales contre l'appropriation de l'eau par les secteurs extractifs au Chili », *Annales de géographie*, N°735, 5, p. 55.

Ramousse D., 2007, « Des pôles de croissance au développement durable: Vers de nouvelles formes de gestion des ressources naturelles dans les espaces périphériques latino-américains ? », *Cahiers des Amériques latines*, 54-55, p. 15-29.

Reclus E. 1894 *Nouvelle Géographie Universelle. La Terre et les hommes.*, Paris, Hachette, 824 p.

Sérandour A., 2020, « Le « triangle du lithium » existe-t-il ? Géographie politique d'une régionalisation andine (Argentine, Bolivie, Chili) », *Belgeo*, 4.

Sorre M. 1928 *Mexique, Amérique centrale*, Armand Colin, 234 p.

Svampa M., 2013, « "Consenso de los commodities" y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, 244, p. 17.

Velut, S. (dir.) 2005 *Amérique latine*, Armand Colin.

Velut S., 2009, « Argentine – Chili : Une si longue frontière », *Confins*, 7.

Velut S., 2021, « Une approche géographique des transitions énergétiques en Amérique latine »; *L'Information géographique*, Vol. 85, 3, p. 29-49.